

cune mesure urgente n'est en souffrance, car l'ajournement avait été fixé d'un commun accord.

Je suis stupéfait de l'audace du gouvernement. Quel est son but? Pourquoi agit-il de la sorte? Le gouvernement a fixé le moment de l'ajournement de la Chambre puis il change d'idée et nous tend cet attrape-nigaud, la clôture, croyant avoir affaire à un Parlement docile. Je pense qu'il commence à se rendre compte de son erreur. Et maintenant, que veut le premier ministre? En décembre dernier, comme l'ont fait remarquer avec beaucoup de pertinence le chef de l'opposition, celui du NPD et celui des créditistes, alors qu'on examinait l'article 16A, nous étions saisis d'une quantité de procédures parlementaires à adopter, procédures qui allaient, paraît-il, accélérer les travaux de la Chambre. C'est alors que le gouvernement a présenté son attrape-nigaud. Nous n'en avons pas voulu en décembre et nous ne l'accepterons pas davantage en juillet. Je me demande ce qu'il y a derrière tout cela car, en décembre dernier, le premier ministre a dit qu'il n'espérait aucunement voir adopter cet article, mais qu'il voulait faire adopter les autres. C'est ainsi qu'il a fait passer la chose à l'époque. Quels noirs desseins entretient-on maintenant? Il n'a pas mis le Parlement dans ses confidences. Qu'est-ce qui nous pend au nez?

• (3.40 p.m.)

Les gens commencent à s'émouvoir et à s'inquiéter des changements proposés. A-t-il pensé que le moment était bien choisi pour présenter cette mesure alors que les astronautes américains s'apprentent à alunir, que nous sommes au fort de l'été et que des milliers de gens sont à la campagne où ils se désintéressent des journaux, et des autres médias? A-t-il pensé à cela et a-t-il voulu en profiter? Quelle mesure envisage-t-il de présenter à l'égard de laquelle il entendrait utiliser cet article sinistre? Voilà le nœud du problème. Comment pouvons-nous avoir confiance en lui? Même les étudiants d'universités s'inquiètent. Ils n'approuvent pas la mesure proposée. J'ai ici le *Journal* d'Ottawa d'aujourd'hui, dans lequel on peut lire ce qui suit:

Les dirigeants du Conseil des étudiants de l'Université d'Ottawa ont lancé une campagne nationale d'opinion publique contre le litigieux article 75c, qui limiterait les débats à la Chambre des communes.

Le président du Conseil des étudiants Allan Rock, le vice-président Hugh Segal et une dizaine de volontaires ont travaillé tard mardi soir pour préparer des pétitions qui seront expédiées à toutes les universités canadiennes. On demande l'appui du public et des étudiants. On espère obtenir au moins 5,000 signatures en une semaine.

Suivant M. Rock, l'apathie des Canadiens en général à l'égard de la règle projetée, qui tend à limiter les débats est terrifiante et la question pourrait se régler par la clôture.

«Il est temps que nous agissions», a-t-il dit.

Il n'est pas étonnant que les étudiants s'alarment. Il y a de quoi s'inquiéter de nous voir siéger ainsi à la Chambre, et nous ne parvenons même pas à faire partager cette inquiétude au gouvernement. Les étudiants disent qu'il est temps de réagir. L'article poursuit en ces termes:

«Nous avons attendu jusqu'ici, car nous croyons que l'article n'avait pas la moindre chance d'être adopté.»

Les étudiants ont mis sur pied un organisme: «Students for Free Parliament» (Les étudiants adeptes du Parlement libre), afin de mener une campagne de protestation à l'échelle du pays.

«Le plus que nous puissions espérer, c'est la remise du vote des Communes à l'automne, afin que la population puisse réfléchir davantage à la question.»

A Ottawa, la pétition doit faire le tour des campus de l'Université d'Ottawa et de l'Université Carleton. On peut faire parvenir sa signature par la poste, à condition de l'adresser au conseil des étudiants dans les jours qui suivent.

J'ai beaucoup de considération pour les étudiants. Ils apprécient la liberté. Ils étudient l'histoire et les sciences politiques. Ils connaissent les faits. Lorsque le premier ministre a proposé de changer ce règlement en décembre dernier, c'était une manœuvre.

Regardons l'éditorial du *Journal* d'Ottawa d'aujourd'hui pour essayer de voir ce que cet homme veut faire du Parlement. Il y est dit:

Éclectique est un mot intéressant...

Ceci fait allusion apparemment à un article de la revue *New Yorker* où l'on disait que le premier ministre (M. Trudeau) se jugeait lui-même «très éclectique». C'est apparemment un mot nouveau. Que veut-il dire? L'éditorial poursuit en rapportant les paroles du premier ministre:

«Je parie que bien des gens qui sont dans ma situation ont lu plus que moi dans le domaine de l'histoire et de l'économie. J'ai sans doute lu davantage Dostoïevsky, Stendhal et Tolstoï que la moyenne des hommes d'État et moins Keynes, Mill et Marx qu'eux.»

Voilà de l'éclectisme. Mais pour le moment, ses détracteurs prétendent que nous avons besoin d'un peu plus de Keynes et d'un peu moins de Stendhal.

On commence à se demander si le sophisme réapparaît. Est-il juste de présumer que le premier ministre réagit de la même façon qu'en décembre dernier? Peut-être pour deux raisons de sophisme tient-il à cet article de clôture pour faire adopter d'autres mesures qu'il ne pourrait faire accepter autrement. Peut-être s'agit-il d'une question de philosophie, mais nous sommes les maîtres de la Chambre. Nous devons en déduire que le sophisme renaît. Qu'advient-il alors du Parlement?